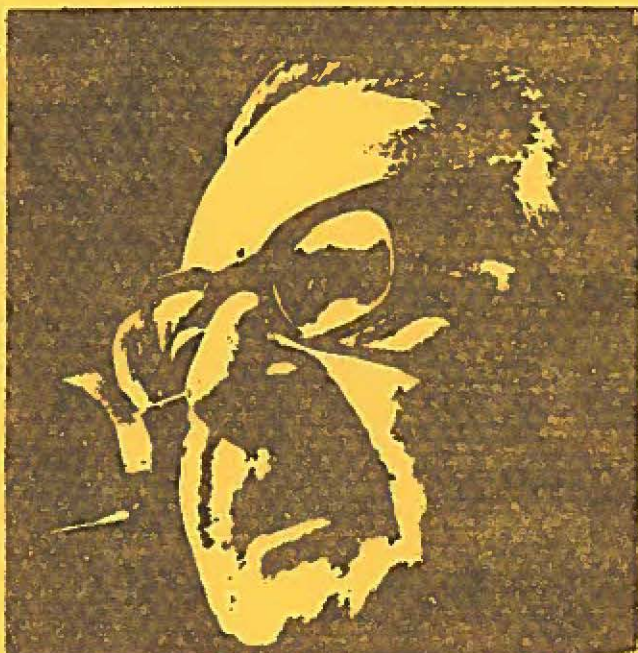


Hommages des Québécois à Salvador ALLENDE

PRÉSIDENT DU CHILI
ASSASSINÉ PAR LA JUNTE MILITAIRE LE 11 SEPTEMBRE 1973



un peuple uni
ne sera jamais
vaincu

Imprimé par: Le Conseil Central des Syndicats Nationaux de Montréal (CSN)
1001 rue St-Denis, Montréal H 2 X 3 J 1 842-3181

MANIFESTE

à l'occasion du

3e Anniversaire de l'investiture de
Salvador ALLENDE

comme président du

CHILI

le 4 novembre 1970

par des missionnaires québécois
expulsés du Chili par la junte militaire

Clothilde Bertrand - Jacques Boivin - Guy Boulanger -
Patrick Donovan - Robert Dumas - Maurice Hébert -
Jean-Marie Jutras - Yves Laneuville - Jacques Laporte -
Jean Latulipe - Edouard Morin - Jeannette Pommerleau -
Robert Quevillon - Jean-Jacques Roy - Nelson Soucy.

MONTREAL 4 NOVEMBRE 1973

COMITÉ DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI

1750 rue St-Denis, Montréal H2X-3K6 - Tel. 842-7370

MANIFESTE DES MISSIONNAIRES QUÉBÉCOIS EXPULSÉS

DU CHILI

Aujourd'hui, dans plusieurs pays du monde, on commémorera l'anniversaire de la prise du pouvoir au Chili par le Président Allende et l'Unité Populaire. En même temps, on déplorera le régime répressif des militaires, régime implanté brutalement au matin du 11 septembre et qui s'attaque surtout aux organismes populaires tant urbains que ruraux. Autant le 4 novembre 1970 avait suscité dans le monde travailleur une espérance autant le 4 novembre 1973 laissera un vide au cœur, une amertume profonde parce qu'un processus démocratique a été détruit.

Nous, prêtres ou laïcs du Québec et du Canada, qui avons été expulsés ou obligés de quitter le Chili depuis l'arrivée au pouvoir des militants, nous sentons le devoir de nous unir aux travailleurs du monde entier qui célébreront dans le deuil cet anniversaire. Nous sentons également l'obligation d'exprimer ce qui nous a conduit à opter en faveur de Salvador Allende et de l'Unité Populaire comme étant, en ce moment précis de l'histoire du Chili, l'instrument le plus apte et le plus adéquat pour atteindre la libération des ouvriers et des paysans chiliens.

Notre découverte de la collaboration que le peuple chilien attendait de nous.

Nous sommes arrivés au Chili pour remplir la mission de l'Evangile. On nous avait dit que là-bas le problème majeur était le manque de prêtres, de religieuses et de laïcs préparés qui pourraient faire connaître la Bonne

Nouvelle. Cependant peu à peu, au contact des ouvriers et des paysans, nous avons commencé à découvrir que le vrai problème était au fond un problème de justice. Nous étions face à des hommes et des femmes qui vivaient dans des conditions infra-humaines, cela était le produit, non de la paresse et du vice comme certains tentaient de l'expliquer mais plutôt dû à des structures socio-économiques qui ne pouvaient qu'engendrer ou des analphabètes ou des retardés mentaux ou des tuberculeux ou réduire énormément les chances de survie au moment de la naissance. Nous étions face à des être humains dont les chances et les possibilités de réalisation étaient quasi nulles. Enfin, nous avons découvert que la cause de cette pauvreté ou plus précisément de cette injustice était l'enrichissement progressif de plus en plus rapide d'un secteur privilégié et minoritaire de chiliens et surtout de pays capitalistes étrangers dont le nôtre.

Face à cette réalité, pour que notre amour soit efficace et qu'il construise la justice, nous devons prendre le chemin adéquat. Pour cela, nous avons dû abandonner les solutions individualistes et nous engager dans une action collective qui nous a conduit à découvrir le sens politique de la charité. Nous avons été conduits à penser que la libération dont parle l'Evangile ne pouvait se réaliser sans à la fois une libération politique économique et culturelle. Il nous a semblé impossible de leur faire découvrir leur dignité de fils de Dieu et de frère de Jésus s'ils ne retrouvaient pas leur propre dignité, c'est-à-dire s'ils n'avaient pas la possibilité de construire une société nouvelle en accord avec leur histoire et leur réalité concrète, s'ils n'avaient pas la possibilité de prendre eux-mêmes en charge les richesses que leurs mains extraient ou produisaient, s'ils n'avaient pas la possibilité d'élaborer une culture, une

vision du monde propre en puisant dans leur passé et en les valeurs propres aux différents groupes ethniques qui composaient leur pays.

Peu à peu, nous nous sommes engagés dans des organisations populaires créées uniquement par les travailleurs pour qu'eux-mêmes découvrent leur réalité et en arrivent peu à peu à trouver des solutions à leurs problèmes. Notre engagement fut varié. Quelques-uns ont travaillé dans des usines et milité dans les syndicats, d'autres dans des coopératives composées de paysans, enfin d'autres dans des universités. Mais tous, au contact de ces personnes luttant désespérément mais solidairement pour leur libération, avons appris avec eux et par eux que le chemin de leur libération totale et complète ne pouvait pas ne pas passer par là. Nous avons découvert que face à l'oppression dont ils étaient victimes, seules des valeurs, comme la solidarité vécue et exprimée dans des organismes de base, étaient capables de briser leurs chaînes et leur permettre de découvrir leur dignité de fils de Dieu tant bafouée par des personnes et des pays prétendument chrétiens.

Et c'est ainsi qu'à l'élection présidentielle du 4 septembre 1970 nous avons pu nous rendre compte de la joie de tous ces travailleurs, de tous ces paysans qui voyaient dans le "compañero" Salvador Allende, la possibilité d'atteindre cette libération tant désirée. Et avec eux, malgré les ambiguïtés, les difficultés et même les erreurs, nous avons continué à marcher.

Allende réalise les aspirations des travailleurs chiliens

De fait, et l'histoire le rétablira, le gouvernement du "compañero" Allende a connu des réalisations intéressantes et importantes pour tous les travailleurs chiliens.

L'année 1971 fut un succès pour le gouvernement populaire. L'augmentation réelle du pouvoir d'achat dans les masses populaires atteint un 55%. Le taux de chômage est passé de 8.5%, qu'il était au mois d'août 1970, à moins de 2%. Le Chili prenait possession totale des richesses de son sous-sol. Une réforme du Service National de Santé permettait à tous d'accéder aux soins médicaux. Les nouveaux-nés et les enfants d'âge scolaire recevaient une nourriture spéciale pour essayer de palier aux déficiences causées par une mauvaise nutrition. Des plans massifs de formation populaire étaient mis en place pour permettre à tous une participation de plus en plus consciente au processus en marche. Chez les paysans qui jusqu'à une date récente étaient réduits à des conditions d'esclavage et d'exploitation, devenaient peu à peu des responsables de leur communauté agricole. Et peut-être ce qui est le plus important, des organisations populaires naissaient autant dans les villes que dans les campagnes pour résoudre eux-mêmes leurs problèmes et prendre peu à peu en main un projet qui devenait ainsi leur projet. En fait, au cours de l'année 1971, l'Unité Populaire a connu un réel succès. Pour la première fois depuis de nombreuses années, l'inflation ne venait pas annuler l'augmentation des salaires accordée en janvier de la même année. L'inflation, au cours de 1971, ne dépassa pas 22%.

Les ennemis des travailleurs chiliens en action

Cependant face au nouveau pouvoir qui surgissait et s'affirmait, la droite appuyée par des capitaux étrangers, commençait à mettre des obstacles à ce projet. Ce fut en premier lieu la manifestation des femmes des secteurs bourgeois qui faisaient un défilé avec leurs casseroles vides. Ce furent ensuite les accusations constitutionnelles

qui obligèrent Allende à remanier constamment son cabinet. Ce furent les démarches de certaines compagnies américaines, entre autres, la ITT, Anaconda, Kennecott, etc... (appuyées par leur gouvernement) d'interdire la vente de pièces de rechange, de saisir les comptes de banque des compagnies chiliennes aux Etats-Unis, de financer les grèves des patrons chiliens, grèves dirigées contre le gouvernement, enfin de saisir les livraisons de cuivre chilien sur les marchés européens. Ce furent aussi les négociations de plusieurs banques des pays nantis, dont le nôtre, de refuser des prêts au gouvernement chilien. Ce furent enfin les grèves d'octobre '72, grèves des propriétaires de camions, des médecins, des commerçants, grèves financées et appuyées techniquement par les Etats-Unis et plus précisément par la CIA, grèves qui se sont répétées à partir de juillet '73 et qui ont mis fin au projet élaboré par le peuple chilien cherchant avant tout sa dignité et sa libération.

Si nous avons accompagné et appuyé les travailleurs dans l'option qu'eux avaient fait du gouvernement Allende, comme semble nous le reprocher la junte militaire, c'était que son projet et son programme basés sur la participation populaire nous semblaient plus près de l'Evangile que les autres projets proposés par des partis qui traditionnellement n'avaient qu'exploité le peuple. C'est parce que nous avons vu dans ces efforts concrets quelques chose qui s'approchait davantage du projet de libération que Dieu propose aux membres de sa famille. De fait, le gouvernement du "compañero" Allende avait voulu et dans la première année ce fut réalité, une meilleure redistribution du revenu national. C'est aussi parce que de simples exécutants, les travailleurs chiliens, avaient peu à peu accédé à une participation réelle tant dans la vie économique que politique et culturelle de leur pays.

Le coup d'état produit le 11 septembre de cette année vint détruire tous ses projets et ses efforts.

Les ouvriers, les paysans, les étudiants sont devenus de simples exécutants étant obligés d'obéir aveuglément à des ordres parce que les mitrailleuses sont présentes. Le taux de chômage a augmenté énormément depuis un mois donnant comme raison qu'il fallait rationaliser l'économie. Si les militaires ont promis aux travailleurs une augmentation du salaire de base qui équivalait à quatre fois ce qu'il était le 11 septembre, le coût de la vie a augmenté de huit à dix fois (et probablement plus) depuis la même date. Les corps intermédiaires, organismes privilégiés de participation, ont été détruits. Aucune consultation populaire n'est permise. Tout est décidé au niveau des officiers supérieurs des forces armées et de l'ancienne bourgeoisie de nouveau revenue au pouvoir. Par exemple, dans un quartier populaire, au niveau de l'organisation de la santé, les femmes n'ont plus aucune participation.

Maintenant les causes ou de notre expulsion ou de l'obligation dans laquelle nous nous sommes vus de quitter le pays, si elles sont multiples, et parfois inventées de toute pièce, peuvent tout de même se réduire à une seule. Nous avons accompagné le peuple dans la recherche entreprise par lui de se libérer par la création d'organisations nouvelles afin de répondre aux problèmes surgissant jour après jour que ce soit celui du ravitaillement, du contrôle des prix, de la santé, de la participation des travailleurs dans l'entreprise ou dans l'élaboration d'un nouveau système d'éducation.

Recommandations

C'est encore bouleversés par les événements survenus dernièrement au Chili et en vertu de notre expérience vécue que nous nous permettons de demander à

l'Eglise canadienne d'être vigilante face à la croisade entreprise par la junte militaire à travers différents ambassadeurs (commerçants, ecclésiastiques, militaires) afin de justifier le coup d'état militaire. Nous voyons difficilement pour quiconque ayant vécu en contact étroit avec les milieux populaires de découvrir les aspects positifs de la dictature fasciste actuelle. Nous attendons de l'Eglise canadienne, que nous avons représentée en terre chilienne, de nous considérer comme des témoins de la réalité aussi dignes de foi que quelconque évêque ou dignitaire de l'Eglise.

Nous déplorons sincèrement le silence de l'épiscopat chilien face aux injustices du régime fasciste et chez certains d'entre eux l'appui qu'ils ont donné à la junte. Nous comprenons que parler est difficile. Cependant, il nous fait mal au cœur de voir que l'Eglise semble être dirigée par les aumôniers militaires et finalement au service de la junte.

Nous demandons à tous les citoyens québécois et canadiens d'être vigilants face aux corporations multinationales* qui imposent leurs lois sans avoir nécessité de rendre compte à personne sauf à leurs actionnaires les plus importants, mais qui en fait font et défont à leur guise des gouvernements même démocratiquement élus. Nous déplorons d'une façon spéciale l'attitude du gouvernement canadien qui, dans une lettre adressée par M. Sharp à l'un des nôtres le 12 décembre 1972 disant ceci: "En ce qui concerne les entreprises privées canadiennes vous comprendrez facilement que le gouvernement canadien n'a aucun contrôle à ce sujet, les hommes d'affaires et les directeurs des banques

* Corporations multinationales: entendons par là des compagnies internationales des Etats-Unis.

canadiennes étant tout à fait libres d'adopter l'attitude qui leur plaît en ce qui concerne la gérance de leurs propres affaires". Il est évident qu'il est difficile à un ministre des relations extérieures d'avoir une attitude différente quand il est constamment soumis à de très fortes pressions venant d'entreprises ayant des intérêts créés dans des pays d'Amérique Latine, par exemple le Brésil.

Nous dénonçons l'attitude adoptée par le ministère des relations extérieures qui affirme à la Chambre des Communes être disposé à faciliter les procédures d'immigration aux chiliens et aux étrangers en difficulté mais qui en fait rend difficile sinon impossible l'accès aux bureaux de l'Ambassade. Nous dénonçons également les difficultés rencontrées par les compagnons chiliens et brésiliens récemment arrivés au pays avec l'espoir d'être admis comme immigrés mais qui rencontrent des difficultés sans nombre de la part de l'immigration et de la police fédérale.

Enfin, nous demandons aux organismes internationaux d'être plus clairvoyants et de ne pas se laisser leurrer par les belles paroles de la junte militaire lors de leur visite au Chili. Dans ce sens nous nous réjouissons de l'attitude des juristes internationaux qui dénoncent la constante violation des droits de l'homme au Chili de la part de la junte militaire. En effet des milliers de personnes souffrent injustement, sont constamment lésées dans leurs droits fondamentaux, des milliers torturés et un nombre incalculable exécuté sommairement dans le plus pur style nazi. Ces faits ne peuvent être ignorés tant par les Nations Unies, le Conseil Mondial des Eglises, comme des organismes internationaux tels que la Croix Rouge,

l'Organisation Internationale du Travail (OIT),

Nous demandons la création d'un tribunal international pour juger les crimes commis par la junte militaire chilienne comme en existe un à Stockholm pour juger ceux commis par les armées américaines au Vietnam.

Nous faisons un appel à la justice pour que s'ouvrent toutes grandes les portes d'accès à notre pays aux chiliens et aux étrangers persécutés par la junte.

Nous faisons appel à la solidarité chilienne du peuple québécois pour les accueillir comme des frères injustement opprimés.

Notre manifeste veut être un hommage au peuple chilien en vue de leur retribuer tout ce que nous avons appris à leur contact. Nous étions partis pour donner. Nous nous rencontrons aujourd'hui plus riches qu'au départ et tout cela grâce à un peuple qui a voulu construire dans la démocratie une société plus juste et plus fraternelle donnant aux travailleurs tant ruraux qu'urbains la place qui leur est due dans la construction d'une société.

Par des missionnaires québécois expulsés du Chili
par la junte militaire

Clothilde Bertrand - Jacques Boivin - Guy Boulanger -
Patrick Donovan - Robert Dumas - Maurice Hébert -
Jean-Marie Jutras - Yves Laneuville - Jacques Laporte -
Jean Latulipe - Edouard Morin - Jeannette Pommerleau -
Robert Quevillon - Jean-Jacques Roy - Nelson Saucy.

Chili 73

*"nous ne serons pas"
complices*



LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI C'EST QUOI?

11 septembre:

Coup d'état au Chili - La dictature militaire au pouvoir

13 septembre:

Réaction au Québec

- Plus de 2000 manifestants du mouvement ouvrier protestent à Québec et Montréal contre l'intervention américaine par le biais des compagnies multinationales véritables responsables du coup d'état.

19 septembre:

Fondation du Comité de Solidarité Québec-Chili par des représentants des mouvements syndicaux et groupes populaires.

Buts:

- Éviter l'exécution des travailleurs chiliens
- Faciliter l'accueil des réfugiés chiliens
- Planifier, organiser et susciter des actions de protestations:
 - pour faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il protège les ressortissants québécois et canadiens
 - pour qu'il défende les droits fondamentaux des exilés et prisonniers politiques
 - et aussi sur la junte militaire pour que cesse le carnage

Et enfin, **soutenir financièrement la résistance des forces populaires chiliennes.**

Comité de Solidarité Québec-Chili

1750, rue St-Denis, suite 200

Montréal H2X - 3K6

842-7370

842-5654 (code-à-phone du CCSNM)

Entrée: 356 rue Ontario (près St-Denis)

AU CHILI, ON TENTE D'ÉCRASER UN GOUVERNEMENT ET LES TRAVAILLEURS

Le gouvernement des U.S.A., les ctes multinationales, la bourgeoisie chilienne voulaient la fin de l'expérience démocratique du gouvernement Allende.

- Le 11 septembre 1973, leur junte militaire "appuyé par la droite" renverse le gouvernement de l'Unité Populaire.
- Dans les jours qui suivent, on assassine systématiquement tous ceux qui s'opposent au régime: à ce jour, près de 40,000 morts, des milliers de prisonniers, des tortures, des exécutions etc...

LES CHILIENS ONT COMMENCÉ LA RÉSISTANCE

Dès le début du coup d'état, les partisans de l'Unité Populaire tentent de résister aux 38,000 militaires et 15,000 carabiniers.

Dans les jours qui suivent, la majorité des leaders de l'Unité Populaire passent à la clandestinité pour organiser la résistance.

Le 18 septembre, une station de radio clandestine demande à toutes les forces de l'opposition aux militaires de se regrouper sous le slogan:

"NOUS SOMMES LA MAJORITÉ ET NOUS VAINCRONS"

NOTRE SOUTIEN À LEUR RÉSISTANCE

Nous pouvons soutenir financièrement la lutte de la résistance des forces populaires chiliennes.

Cette aide nous est demandée par les Chiliens qui résistent actuellement aux militaires.

L'objectif est de \$50,000. (au Chili, cette somme vaut 5 fois plus en valeur d'achat.)